

Allemagne

Exemples d'affaires concernant l'Allemagne

Vogt c. Allemagne (26 septembre 1995)

La requérante soutenait que son exclusion de la fonction publique en raison de ses activités politiques au sein du DKP (Parti communiste allemand) avait enfreint son droit à la liberté d'expression. La Cour a notamment jugé que la révocation de la requérante était une sanction disproportionnée.

Violation de l'article 10 (liberté d'expression)

Streletz, Kessler et Krenz c. Allemagne (22 mars 2001)

Les requérants sont d'anciens hauts dignitaires de la République démocratique allemande (RDA). Après la réunification allemande, ils avaient été reconnus coupables de la mort de plusieurs personnes qui avaient tenté de fuir la RDA en franchissant la frontière entre les deux États allemands de 1971 à 1989.

Non-violation de l'article 7 (pas de peine sans loi)

Non-violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination)

Von Hannover c. Allemagne (24 juin 2004)

La princesse Caroline von Hannover a sans succès saisi à plusieurs reprises les juridictions allemandes en vue de faire interdire toute nouvelle publication d'une série de photos parues dans les années 90 dans des magazines allemands, au motif que celles-ci portaient atteinte à son droit à la protection de sa vie privée et de sa propre image. La Cour a jugé que toute personne, même connue du grand public, doit pouvoir bénéficier d'une « espérance légitime » de protection et de respect de sa vie privée.

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Von Maltzan et autres c. Allemagne (déc.) (2 mars 2005)

Les affaires portaient sur l'une des grandes questions qui se sont posées après la réunification allemande, à savoir les modalités d'indemnisation et de compensation des personnes victimes d'expropriations soit après 1949 en RDA soit, et c'est le cas de la très grande majorité d'entre elles, entre 1945 et 1949, dans l'ancienne zone d'occupation soviétique en Allemagne. La Cour a notamment considéré que les requérants ne pouvaient se prévaloir de « biens » tels qu'envisagés par l'article 1 du Protocole n° 1 et a déclaré les requêtes irrecevables.

Irrecevable

Storck c. Allemagne (16 juin 2005)

Waltraud Storck a passé près de vingt ans de sa vie dans diverses institutions psychiatriques et autres hôpitaux. Placée en psychiatrie à la demande de son père, il s'avéra finalement qu'elle n'était pas atteinte de schizophrénie, mais que son comportement s'expliquait par ses conflits avec sa famille. La Cour a notamment relevé qu'aucun tribunal n'avait autorisé l'internement de la requérante ni son traitement médical.

Violation de l'article 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté)

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Jahn et autres c. Allemagne (30 juin 2005)

L'affaire concernait l'obligation faite aux requérants de rétrocéder sans indemnisation des terrains dont ils avaient hérité, de personnes appelées à l'époque « les nouveaux paysans » qui les avaient acquis à la suite de la réforme agraire mise en œuvre dans l'ancienne zone d'occupation soviétique en Allemagne en 1945.

Non-violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination)

Non-violation de l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété)

Conseil de l'Europe

Adhésion: 13 juillet 1950

La Convention

Signature: 4 novembre 1950

Ratification: 5 décembre 1952

Juge en fonction

Angelika NUSSBERGER

Historique des juges

Renate JAEGER (2004 - 2010)

Georg RESS (1998-2004)

Rudolf BERNHARDT (1981-1998)

Hermann MOSLER (1959-1980)

Premier arrêt

Wemhoff c. Allemagne

(27 juin 1968)

La Cour et l'Allemagne au 1^{er} janvier 2011

Nombre total d'arrêts: 193

Arrêts de violation: 128

Arrêts de non-violation: 47

Autres arrêts: 18

Décisions d'irrecevabilité: 19 308

Exemples de mesures générales

Öztürk c. Allemagne (21 février 1984)

Mise à la charge du requérant des frais d'interprète dans la procédure judiciaire relative à un accident de la circulation.

⇒ Réforme de la législation concernant la mise à la charge d'une personne des frais d'interprète dans les procédures relatives à la loi sur les contraventions administratives.

Von Hannover c. Allemagne (24 juin 2004)

Absence de protection contre la publication de photographies prises par des paparazzi.

⇒ Changement de jurisprudence en matière de publication de photos de personnalités publiques afin de mieux mettre en balance les intérêts publics et privés.

Allemagne

Niedzwiecki c. Allemagne

(25 octobre 2005)

Refus d'allouer des allocations familiales au requérant au motif qu'il n'était pas titulaire d'un permis de séjour permanent.

⇒ Modification de la loi sur les allocations familiales afin d'éliminer des discriminations de traitement entre différentes catégories d'étrangers.

Exemple de mesure individuelle

Görgülü c. Allemagne (26 février 2004)

⇒ Le requérant a obtenu la garde exclusive de son enfant, né hors mariage et initialement placé dans une famille d'accueil à la suite de l'abandon par la mère naturelle.

Jalloh c. Allemagne (11 juillet 2006)

En 1993, la police a administré à Abu Bakah Jalloh un émétique afin de lui faire régurgiter un petit sachet de cocaïne qu'il avait avalé lors de son arrestation. Il a été par la suite condamné pour trafic de stupéfiants. La Cour a notamment estimé que les autorités allemandes ont porté gravement atteinte à l'intégrité physique et mentale du requérant contre son gré en le forçant à vomir pour recueillir des éléments de preuve qu'elles auraient également pu obtenir par des méthodes moins intrusives. L'utilisation de cet élément de preuve a par ailleurs entaché la procédure d'iniquité.

Violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)